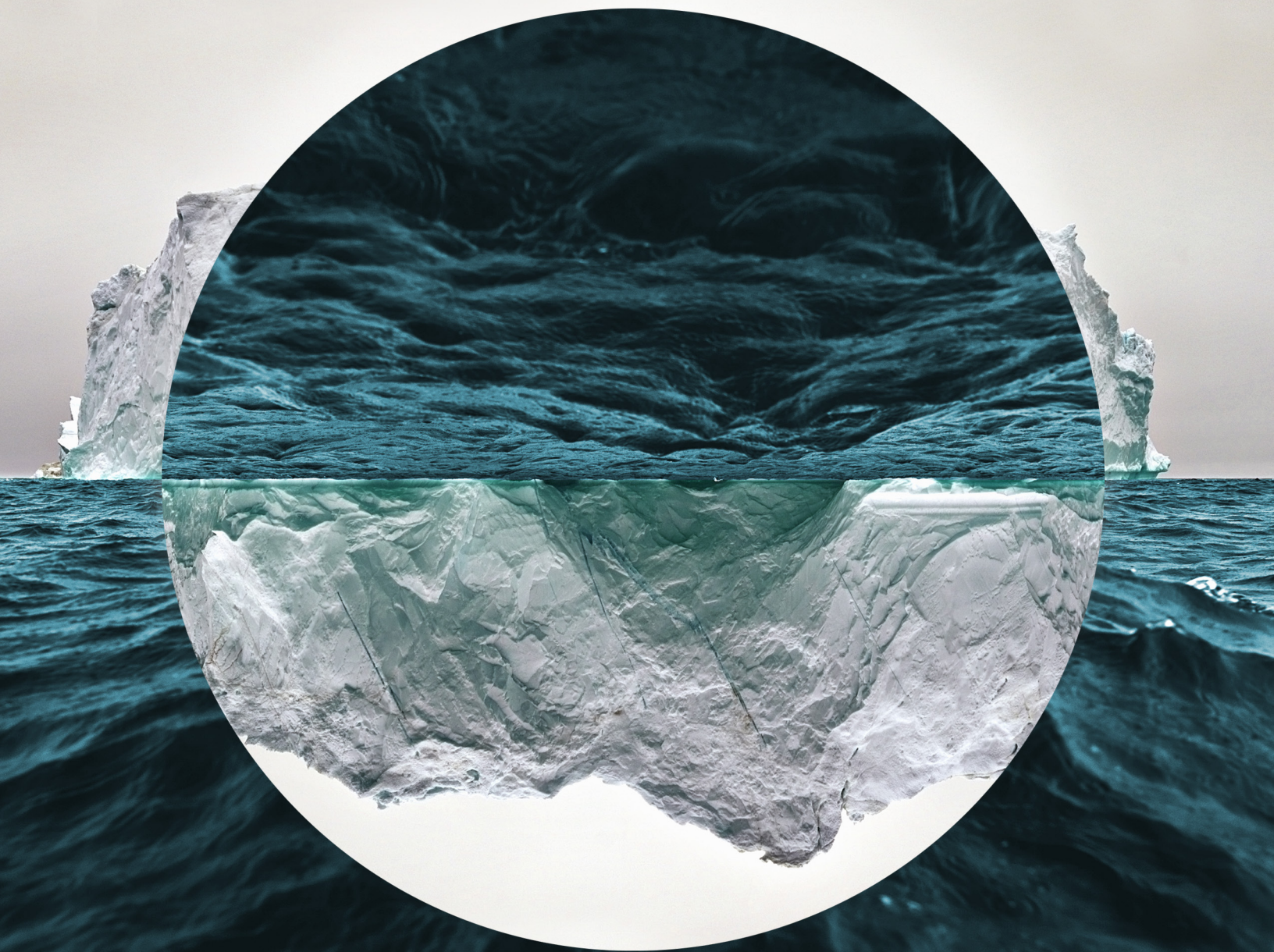


Deloitte.



Services financiers

Gérer la transition vers un avenir carboneutre



Les changements climatiques touchent tous les sous-secteurs des services financiers et tous les aspects des fonctions d'une organisation, allant de ses activités courantes à ses activités de financement. Au fil de leurs réflexions concernant les conséquences multidimensionnelles des changements climatiques sur leur portefeuille de prêts, leurs placements, leur profil de risque et leur modèle d'affaires, les dirigeants du secteur des services financiers doivent rester conscients qu'il est inefficace de fixer des objectifs à long terme en matière de neutralité carbone sans avoir d'abord défini les étapes intermédiaires pour les atteindre. Pour être efficace, le plan d'action doit assurer l'alignement entre la vision stratégique et l'exécution tactique à partir de données fiables. Ce rapport présente quelques suggestions concrètes pour aller de l'avant.

Contrairement aux secteurs de l'agriculture et de l'énergie, des ressources et des produits industriels (ER&PI), le secteur des services financiers contribue très peu aux émissions de gaz à effet de serre (GES) en ce qui a trait à ses opérations matérielles. Bon nombre de banques, de caisses de retraite, d'investisseurs en capital-investissement et d'assureurs sont déjà parvenus à la neutralité carbone dans le cadre de leurs activités courantes en améliorant l'efficacité énergétique de leurs immeubles et centres de données, en investissant directement dans des actifs d'énergie renouvelable, et en obtenant des crédits au titre de l'énergie renouvelable et de compensation du carbone.

Cela dit, la décarbonation des activités de financement du secteur est une tout autre histoire. Le secteur joue un vaste rôle dans le financement de la transition énergétique mondiale vers l'abandon des combustibles fossiles, l'apport de capitaux et la génération de résultats pour les catégories d'actifs traditionnels et à faible émission de carbone, tout en répondant aux besoins généraux de l'ensemble des parties prenantes, et pas seulement ceux des investisseurs. Mais l'atteinte d'un juste équilibre comporte à la fois des défis et des occasions sur le parcours vers la neutralité carbone.

Incidence des changements climatiques

Les conséquences pour le secteur des services financiers sont complexes et quelque peu ambiguës, car les changements climatiques touchent les parties prenantes très différemment. Cependant, les organisations de ce secteur ont des préoccupations fondamentales en commun.



Défis courants

Sur le plan pratique, les organisations du secteur des services financiers sont préoccupées par le risque croissant de défaillances à l'égard des prêts ou de piètre rendement dans leur portefeuille de placements. Le spectre du délaissement des actifs plane sur des sous-secteurs d'investissement comme l'ER&PI, où les entreprises peuvent être prises au dépourvu par la vitesse de la transition vers une économie à faible émission de carbone.

De nombreuses organisations du secteur des services financiers éprouvent des problèmes à quantifier le risque climatique et à l'intégrer au processus de souscription, notamment comment équilibrer ce risque avec l'atteinte des seuils relatifs aux taux de rendement internes et le respect de leurs obligations fiduciaires. À ce jour, les organismes de gouvernance ont émis peu de directives pour les aider à intégrer le risque climatique à leurs modèles de placement et à leurs justes évaluations. Le manque de données climatiques normalisées dans certains sous-secteurs accentue la difficulté à tenir compte du risque climatique dans l'établissement des produits et des services.

Ces défis sont amplifiés par l'incertitude quant aux mesures à prendre pour assurer la décarbonation, y compris des questions sur le coût et la faisabilité des technologies existantes, comme l'énergie éolienne, solaire et photovoltaïque, et sur la valeur

potentielle des solutions émergentes telles que l'hydrogène ainsi que le captage et la séquestration du carbone.

Même si cela suscite généralement plus de questions que de réponses, l'élan vers la transformation se fait grandement sentir. Certaines entreprises canadiennes du secteur des services financiers ont réagi en fixant des objectifs de neutralité carbone en 2050 ou avant. Par exemple, la Banque TD entend éliminer les émissions de GES de ses activités d'exploitation et de financement d'ici 2050, conformément aux principes de l'Accord de Paris . L'objectif de neutralité carbone s'insère dans un plan d'action climatique mondial, qui comprend aussi la mise en place d'équipes attitrées pour conseiller et soutenir les clients à mesure qu'ils saisissent les occasions offertes par l'économie à faibles émissions de carbone².

La Banque Royale du Canada (RBC) a des ambitions semblables et vise à atteindre la neutralité carbone dans ses activités de prêts d'ici 2050³. La RBC a notamment l'intention d'ajouter 500 milliards de dollars à ses fonds de financement durable, de mesurer et de signaler les émissions pour les principaux secteurs qu'elle finance, de fixer des objectifs intermédiaires pour réduire ces émissions financées et de réaliser des simulations de crises liées au climat⁴.



Les grandes banques appuient une plateforme de finances durables

Les cinq grandes banques canadiennes (Groupe Banque TD, Banque Scotia, CIBC, BMO et RBC) se sont engagées à verser une somme de 5 millions de dollars à l'Institute of Sustainable Finance (ISF)²⁹. Ce financement appuiera les efforts que l'institut consacre à l'enseignement, à la formation professionnelle, à la recherche et à la collaboration, ainsi qu'au rayonnement pour accentuer le leadership du Canada dans le domaine des finances durables. La mission de l'ISF, qui est établi à la Smith School of Business de l'Université Queen's, est d'assurer l'alignement entre les marchés financiers traditionnels et le virage du pays vers une économie à faibles émissions de carbone³⁰. Reconnu comme une plateforme de collaboration révolutionnaire, l'ISF réunit le milieu universitaire, le secteur privé et l'État dans le but précis d'accroître la capacité du Canada en matière de finances durables³¹. L'organisation a récemment publié le document *Capital Mobilization Plan for a Canadian Low Carbon Economy*, qui présente les besoins en investissement et les occasions à saisir pour réaliser les objectifs climatiques du Canada d'ici 2030³².

Au-delà des initiatives individuelles, certaines institutions, telles que RBC Gestion d'actifs, la British Columbia Investment Management Corporation, la Caisse de dépôt et placement du Québec, le régime de retraite de la Société canadienne des postes et Gestion d'actifs Manuvie, réagissent à la crise climatique en se joignant à des coalitions sectorielles mondiales telles que Climate Action 100+⁵. Réunissant 545 investisseurs responsables d'actifs sous gestion d'une valeur de plus de 52 billions de dollars dans 33 marchés, Climate Action 100+ est la plus importante initiative mondiale sur la crise climatique dirigée par des investisseurs⁶. Reconnaissant que la décarbonation de l'économie mondiale est une démarche complexe qui nécessitera des stratégies et des approches uniques, les investisseurs de l'initiative Climate Action 100+ cherchent à offrir un moyen commun d'assurer la mobilisation d'entreprises, de régions et de secteurs différents à l'égard des changements climatiques⁷. Cela consiste à obtenir l'engagement des conseils d'administration et des membres de la haute direction pour :

- mettre en place un solide cadre de gouvernance qui énonce clairement la responsabilité et le rôle de surveillance du conseil d'administration en ce qui a trait aux risques liés aux changements climatiques;
- prendre des mesures pour réduire les émissions de GES dans l'ensemble de la chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique mondial bien en deçà de 2 °C au-dessus des niveaux de l'ère préindustrielle et déployer des efforts pour limiter le réchauffement à 1,5 °C;
- optimiser la présentation de l'information par les entreprises conformément aux [recommandations finales du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques \(Task Force on Climate-related Financial Disclosures – TCFD\)](#) et aux [directives sectorielles Investor Expectations on Climate Change de la Global Investor Coalition on Climate Change \(GIC\)](#)⁸.

Des groupes du secteur des services financiers, y compris le CERES (en Amérique du Nord) et l'Institutional Investors Group on Climate Change (en Europe) ont entrepris leurs propres initiatives régionales en plus de soutenir Climate Action 100+⁹.

Entre-temps des groupes de défense dirigés par des citoyens, tels que FossilFree Canada et 350.org, exercent des pressions sur les établissements de services financiers pour qu'ils abandonnent leurs investissements dans la production et les infrastructures de combustibles fossiles, plus particulièrement leurs participations dans des mines de charbon. Si ce mouvement gagne du terrain dans certaines régions, les investissements dans l'exploitation pétrolière et gazière et des mines et métaux feront partie intégrante de la transition vers une économie à faible émission de carbone.



La décarbonation de l'économie mondiale est complexe et nécessite des stratégies uniques

Occasions transformationnelles

Alors que la pression s'accroît, les objectifs liés au changement climatique pourraient être perçus comme des obstacles plutôt qu'une façon de créer de la valeur. Cependant, les possibilités découlant de la transition pourraient être les plus importantes que nous ayons connues depuis la révolution industrielle.

Malgré les répercussions économiques de la COVID-19, les investissements mondiaux dans la transition vers l'énergie à faible émission de carbone s'élevaient 501,3 milliards de dollars US en 2020, en hausse par rapport aux 458,6 milliards de dollars US en 2019¹⁰. Fait à noter, c'est plus que le double des investissements de 235,4 milliards de dollars US effectués en 2010¹¹. Le total de 2020, tel que calculé par Bloomberg NEF, comprend des investissements dans des projets commerciaux et industriels à grande échelle, comme l'énergie renouvelable, le stockage d'énergie, l'infrastructure de recharge de véhicules électriques, la production d'hydrogène, et les projets de captage et de séquestration du carbone¹². Cela comprend également les achats par les utilisateurs finaux d'appareils énergétiques à faible émission de carbone, comme les systèmes d'énergie solaire à petite échelle, les thermopompes et les véhicules zéro émission¹³.

Wood Mackenzie estime que, pour répondre à la demande croissante de décarbonation, il faudra investir plus de 1 billion de dollars US à l'échelle mondiale dans les principaux métaux de transition

énergétique d'ici 2035¹⁴. (Ces métaux – l'aluminium, le cobalt, le cuivre, le nickel et le lithium – sont essentiels pour produire, transmettre ou stocker de l'énergie à faible teneur ou à teneur nulle en carbone¹⁵.) Ces investissements ne sont peut-être que la pointe de l'iceberg : selon Brookfield Asset Management, le passage à une économie mondiale sans émissions de carbone nécessitera un investissement annuel de 3,5 billions de dollars jusqu'en 2050¹⁶.

Bon nombre d'organisations entrevoient des possibilités de satisfaire le fort intérêt envers les investissements de capitaux pour assurer la transition des sources d'énergie. À cette fin, le Groupe CSA pilote actuellement l'élaboration d'une taxonomie du financement de la transition dans le cadre d'une norme nationale du Canada sur le financement de la transition¹⁷. Une fois la taxonomie établie, divers groupes de parties prenantes comprendront en quoi consistent les produits ou services financiers axés sur la transition. Cela aidera les institutions financières canadiennes à offrir des solutions de crédit, des services-conseils ou un accès aux marchés financiers, en favorisant la transition vers une économie à faibles émissions de carbone tout en aidant les clients à gérer les risques associés à la transition¹⁸.

Brookfield Asset Management propose l'exemple d'un investisseur institutionnel qui cherche à créer de la valeur au moyen du financement de la transition. L'organisation a récemment annoncé son intention d'amasser au moins 7,5 milliards de dollars destinés à un fonds axé sur le climat¹⁹, le

Brookfield Global Transition Fund. Celui-ci sera centré sur l'énergie renouvelable et d'autres investissements qui s'insèrent dans les objectifs de neutralité carbone²⁰.

Ces occasions ne sont pas limitées aux investisseurs institutionnels. Les banques de détail trouvent des moyens de répondre aux besoins des consommateurs qui souhaitent réduire leur empreinte carbone. Par exemple, la Banque TD, la première banque nord-américaine à atteindre un état opérationnel neutre en carbone, offre un portefeuille de produits bancaires écologiques dont un financement en énergies renouvelables pour les panneaux solaires résidentiels, et des prêts et réductions pour acheter et assurer des véhicules électriques et hybrides²¹.

Par où commencer

Certains chefs de file du secteur des services financiers ont fortement décarboné leurs propres activités et fixé des objectifs pour les activités qu'ils financent afin de parvenir également à la carboneutralité. Ceux qui sont plus avancés sur la courbe de maturité élaborent des produits liés au développement durable, investissent dans des actifs de transition et à faibles émissions de carbone, discutent avec les clients des objectifs axés sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), et soutiennent les efforts d'élaboration d'une taxonomie de financement durable.

Pourtant, de nombreuses entreprises en sont encore à définir leur stratégie de gestion des risques climatiques ou à tenter de gagner du terrain avec de nouveaux programmes de décarbonation. Voici quelques suggestions pour accélérer ces efforts :

Décidez de l'ampleur et du rythme, et priorisez des initiatives pour créer de la valeur

Il faut prendre une décision aux plus hauts échelons sur le rythme de l'organisation face aux changements climatiques et aux initiatives qu'elle entreprendra pour créer de la valeur. Afin d'éclairer cette décision, les dirigeants du secteur des services financiers peuvent considérer les facteurs suivants :

- Quels types de questions les membres de notre conseil d'administration posent-ils au sujet des risques et aux occasions climatiques?
- Nos concurrents tirent-ils profit des possibilités de revenus associés à la transition énergétique?
- Quels risques pouvons-nous quantifier dans notre portefeuille pouvant être considérablement touchés par des risques physiques ou de transition?
- Accordons-nous notre appui à des entreprises qui effectuent cette transition de façon proactive, et affectons-nous des capitaux de croissance suffisants?
- Quels sous-secteurs posent les plus grands risques au sein de notre portefeuille, et à quel point sont-ils bien outillés pour effectuer cette transition?
- Quels sont les leviers dont nous disposons pour nous aider à progresser vers un portefeuille à faibles émissions de carbone?
- Sommes-nous la cible de campagnes d'actionnaires activistes, ou susceptibles de l'être?

Prenez en main les données de référence sur les émissions et l'exposition au risque climatique de votre organisation

Cela signifie que vous devriez évaluer toutes les émissions de GES découlant des activités de financement dans l'ensemble des catégories d'actifs, des secteurs et des sous-secteurs. Ici aussi, il est possible d'avoir de l'aide. Le Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF) est une association mondiale réunissant des institutions financières qui unissent leurs efforts pour élaborer une norme comptable à source ouverte pour les GES à l'intention des institutions financières²⁴. Cette approche comptable offre aux institutions financières un mécanisme d'évaluation et de divulgation des émissions de GES associées à leurs prêts et placements, et constitue un point de départ pour fixer des objectifs basés sur la science et aligner leur portefeuille sur l'Accord de Paris²⁵. Appuyée par les Nations Unies, la coalition des Principes pour l'investissement responsable (PRI) offre aussi des conseils²⁶. Cette initiative fournit un plan d'investissement responsable, ainsi qu'un ensemble de principes d'investissement proposant différentes actions permettant d'intégrer les questions ESG aux pratiques d'investissement²⁷.

Établissez une orientation stratégique en évaluant les scénarios de risque climatique et de possibilités

Cette démarche est importante pour avoir une vision claire de l'orientation que vous devrez peut-être prendre, y compris le rythme et l'ampleur de ce virage. Mais comment un établissement de services financiers ayant investi dans tous les secteurs et partout dans le monde peut-il déterminer à quoi ressemblera l'avenir dans 10, 15 et même 30 ans? Comment les directeurs financiers peuvent-ils aider leurs clients et partenaires d'affaires à comprendre les occasions et les défis associés au risque climatique. De nombreuses organisations publiques et privées ont déjà réalisé le gros du travail en élaborant des scénarios à partir de recherches qui tiennent compte des risques physiques et de transition. Par exemple, la Banque du Canada et le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) ont entrepris un projet pilote utilisant des scénarios liés aux changements climatiques pour mieux comprendre les risques pesant sur le système financier associés au passage à une économie à faibles émissions de carbone²². Entre autres, le projet vise à créer la capacité pour les autorités et les institutions financières d'analyser des scénarios liés aux changements climatiques et à soutenir la capacité du secteur financier canadien à accroître la communication de l'information sur les risques liés aux changements climatiques²³.



Établissez un modèle et admistrez-le bien

Établissez un modèle de gouvernance dès le départ. Réunissez une combinaison appropriée de compétences issue du conseil d'administration et de la direction en vue d'assurer la surveillance des nouvelles sources de données et des méthodes de gestion des risques à des fins de réduction des émissions de GES liées à l'exploitation et aux activités de financement. Intégrez le risque climatique en tant que catégorie dans le processus actuel d'examen des risques. Cela contribue à favoriser la sensibilisation et l'adoption en permettant à tous les intervenants de parler la même langue.

Réalisez l'urgence et commencez maintenant

Il est utile de fixer un objectif zéro émission pour 2050, mais il est essentiel de comprendre l'aspect temporel du parcours. Le risque climatique est une préoccupation immédiate, pas un défi lointain. Il faut prendre dès maintenant des mesures progressives à court terme pour respecter l'objectif de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique mondial bien en deçà de 2 °C au-dessus des niveaux de l'ère préindustrielle.

Établissez l'ordre de priorité des projets et prenez des mesures en tranches d'un ou deux ans, plutôt que d'attendre que les cadres soient finalisés et qu'un plan à long terme soit en place. Les parties du portefeuille qui sont considérablement touchées par le risque climatique, comme la catégorie d'actifs liés aux infrastructures et le secteur ER&PI peuvent être un bon point de départ. Évitez de vous engager au

virage écologique de tout le portefeuille dès le départ, même si l'organisation s'est fixé l'objectif d'atteindre la neutralité carbone.

Collaborez avec des pairs du secteur pour faciliter la mise en place d'une base de référence et l'établissement d'objectifs. N'oubliez pas que le secteur des services financiers en général a encore du mal à déterminer comment quantifier l'incidence des changements climatiques, et comment intégrer les risques et les occasions aux modèles de placement et aux justes valorisations. Des associations sectorielles de même que le gouvernement tentent de relever ce défi, mais aucun cadre précis pouvant être adapté aux besoins d'une organisation ne s'est encore imposé. Cependant, le fait d'attendre d'avoir une vision claire pourrait être coûteux. Il pourrait devenir d'autant plus difficile de rattraper les chefs de file alors que les mesures climatiques et les critères ESG deviennent synonymes de stratégie d'affaires.



Le risque climatique est une préoccupation immédiate, pas un défi lointain. Il faut prendre dès maintenant des mesures progressives à court terme



Objectifs de financement

Exportation et développement Canada (EDC) a pris un engagement envers la responsabilité sociale des entreprises pour veiller à ce que ses activités protègent l'environnement et les gens. Dans le cadre de cet effort, EDC a fixé un objectif de financement (réduction de 15 % d'ici 2023) en tant que première étape. Ses leaders collaborent actuellement avec Deloitte afin d'élaborer une stratégie climatique élargie, qui permettra d'évaluer les risques et les occasions liés au climat, en plus d'étendre les objectifs de réduction des émissions fondés sur l'intensité à l'ensemble de son portefeuille. Deloitte a déjà collaboré avec EDC dans le cadre d'un projet en vue d'élaborer un plan stratégique sur 10 ans, dans lequel les principes ESG sont fermement ancrés.

Les parties prenantes sont les nouveaux actionnaires

Récemment, le Forum économique mondial a publié un document intitulé Measuring stakeholder capitalism: Toward common metrics and consistent reporting of sustainable value creation²⁸. Ce rapport donne de la crédibilité à la notion selon laquelle le paramètre traditionnel du « rendement sur le capital investi par les actionnaires » cède la place à la mesure élargie de la « création de valeur pour les parties prenantes », où les actionnaires figurent parmi tant d'autres parties prenantes. Ainsi, bon nombre d'organisations du secteur des services financiers sont contraintes d'agir à l'égard des enjeux ESG en général, et de porter une attention de plus en plus urgente aux changements

climatiques. En cherchant à déterminer le risque climatique, des organisations découvrent aussi l'ampleur des possibilités qui s'offrent à elles. Pour qu'il soit possible d'exploiter ces possibilités, les plus hauts échelons doivent intervenir afin de créer un lien entre le climat et les enjeux ESG et la véritable raison d'être de l'organisation. Et à mesure que la raison d'être devient la création de valeur pour les parties prenantes, c'est-à-dire la réalisation d'un bénéfice d'une manière qui profite à l'environnement et à la société, la gestion des risques et des occasions liés au climat pourrait se transformer en stratégie d'affaires, plutôt que de simplement en faire partie.

Notes

1. Communiqué de presse de la Banque TD, « TD commits to ambitious climate action plan and targets net-zero emissions by 2050 », 9 novembre 2020, <https://stories.td.com/us/en/article/td-commits-to-ambitious-climate-action-plan-and-targets-net-zero-emissions-by-2050>, consulté le 10 mars 2021.
2. Ibid.
3. Jeffrey Jones, « RBC adds \$500-billion to funds earmarked for net-zero carbon goal », *The Globe and Mail*, 25 février 2021, <https://www.theglobeandmail.com/business/article-rbc-adds-500-billion-to-funds-earmarked-for-net-zero-carbon-goal/>, consulté le 10 mars 2021.
4. Ibid.
5. Site web de Climate Action 100+, « Investor Signatories », <https://www.climateaction100.org/whos-involved/investors/>, consulté le 18 février 2021.
6. Ibid.
7. Site web de Climate Action 100+, « The Three Asks », <https://www.climateaction100.org/approach/the-three-asks/>, consulté le 18 février 2021.
8. Ibid.
9. Site web de la Global Investor Coalition on Climate Change, « About the GIC », <https://globalinvestorcoalition.org/>, consulté le 18 février 2021.
10. Bloomberg NEF, *Energy Transition Investment Trends, 2021*, https://assets.bbhub.io/professional/sites/24/Energy-Transition-Investment-Trends_Free-Summary_Jan2021.pdf
11. Ibid.
12. Ibid.
13. Ibid.
14. Communiqué de presse de Wood Mackenzie, « LME Week 2020: \$1 trillion needed for key energy transition metals by 2035 », 21 octobre 2020, [https://www.woodmac.com/press-releases/lme-week-2020-\\$1-trillion-needed-for-key-energy-transition-metals-by-2035/](https://www.woodmac.com/press-releases/lme-week-2020-$1-trillion-needed-for-key-energy-transition-metals-by-2035/), consulté le 17 février 2021.
15. Ibid.
16. Brookfield Asset Management, *Powering the Transition to Net Zero*, février 2021, page 4.
17. Site web du Groupe CSA, « Définition du financement de la transition au Canada », <https://www.csagroup.org/fr/news/definition-du-financement-de-la-transition-au-canada/>, consulté le 22 février 2021.
18. Ibid.
19. Derek Decloet et Jason Kelly, « Brookfield pursues \$7.5 billion fund devoted to NetZero shift », Bloomberg|Quint, mis à jour le 11 février 2021, <https://www.bloomberquint.com/business/brookfield-pursues-7-5-billion-fund-devoted-to-net-zero-shift>, consulté le 18 février 2021.
20. Ibid.
21. Site web de la Banque TD, « Environment », <https://www.td.com/francais/responsabilites-de-lentreprise/environnement/index.jsp>, consulté le 19 février 2021.
22. Communiqué de presse de la Banque du Canada, « La Banque du Canada et le BSIF lancent un projet pilote sur des scénarios de risques liés aux changements climatiques », 16 novembre 2020, https://www.banqueducanada.ca/2020/11/banque-canada-bsif-lancent-projet-pilote-scenarios-risques-changements-climatiques/?_ga=2.93447069.1285641653.1618486640-1808302468.1618486640, consulté le 22 février 2021.
23. Ibid.
24. Site web du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF), « About », <https://carbonaccountingfinancials.com/about#our-mission>, consulté le 11 mars 2021.
25. Ibid.
26. Site web des Principes pour l'investissement responsable (PRI), « About the PRI », <https://www.unpri.org/pri/about-the-pri>, consulté le 11 mars 2021.
27. Ibid.
28. Site web du Forum économique mondial, *Measuring stakeholder capitalism: Towards common metrics and consistent reporting of sustainable value creation*, <https://www.weforum.org/reports/measuring-stakeholder-capitalism-towards-common-metrics-and-consistent-reporting-of-sustainable-value-creation>, consulté le 22 février 2021.
29. Business Wire, « Canada's leading financial institutions commit \$5 million to institute for sustainable finance », 19 novembre 2021, <https://www.businesswire.com/news/home/20201119005194/en/%C2%A0Canada%E2%80%99s-Leading-Financial-Institutions-Commit-5-Million-to-Institute-for-Sustainable-Finance>, consulté le 22 février 2021.
30. Ibid.
31. Ibid.
32. Ibid.

Personne-ressource

Henry Stoch
Associé
Leader national,
Climat et durabilité
hstoch@deloitte.ca

Collaborateurs

Joe Solly
Associé
Conseils en gestion des risques

Brooke Thiessen
Directrice de service
Conseils en gestion des risques

Usha Sthankiya
Directrice principale
Conseils en gestion des risques

Jurgen Beier
Associé
Leader national,
Énergie et ressources

Sean Delsnider
Directeur principal
Plateformes de croissance

Eitan Levitt
Directeur
Conseils en gestion des risques



À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500MD par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).